

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société AGRI-NEGOCE à VILLEDOMER**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5 et L. 511-1 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17032 du 29 juillet 2002 autorisant la société AGRI-NEGOCE à poursuivre, après extension, l'exploitation de l'ensemble des installations existantes sur le site de VILLEDOMER, au lieudit « Gare de Crotelles » ;
- l'étude de dangers de la société AGRI-NEGOCE pour son site de VILLEDOMER ;
- le rapport de l'inspection de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire relatif à l'inspection du 23 octobre 2024 des installations exploitées par la société AGRINEGOCE, la Gare de Crotelles à Villedomer (37110) ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 20/11/24 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- le courrier en date du 20/11/24 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

Au terme de la visite en date du 23 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la réserve incendie, mentionnée dans l'Étude de Dangers, n'existe pas.

L'exploitant ne dispose pas de moyens permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les eaux résiduaires d'incendie ne sont pas collectées par un réseau équipé d'un déboureur-déshuileur.

Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article I.4-11 et I.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2002 susvisé.

Aussi, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGRI-NEGOCE de respecter les dispositions réglementaires précitées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 :

La Société AGRI-NEGOCE du Groupe Coopératif AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture – CS 40639 – 45166 OLIVET Cedex, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VILLEDOMER, au lieu dit « Gare de Crotelles », est mise en demeure de respecter, à notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Prévention des risques, moyens de lutte

(article I.4-11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2002)

– Délai : 6 mois à notification du présent arrêté :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs doivent être matérialisés sur les sols et les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteau incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau doivent être incongelables et munis de raccord normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau d'incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Article 3 : Pollution des eaux (article I.6-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2002) :

– Délai : 6 mois à notification du présent arrêté

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales de ruissellement sur les sols et les eaux résiduaires d'incendie doivent être collectées par un réseau équipé d'un débourbeur-déshuileur dont les performances doivent répondre à la réglementation en vigueur. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé des échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Le rejet direct ou indirect même après épuration des eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Article 4 :

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6:

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Centre Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 21/01/2025

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,



Pierre-Ange SAVELLI

